



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

Rapport de l'atelier technique du réseau francophone sur la transparence climatique

Suivi des CDN pour l'atténuation, l'adaptation & les moyens de mise en œuvre, ainsi que le rapportage sur l'adaptation



25-28 juin 2024 Kigali, Rwanda

Organisateurs

Partnership on Transparency in the Paris Agreement (PATPA), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) Climate Promise et Capacity-building Initiative for Transparency - Global Support Programme (CBIT GSP)/UNEP Copenhagen Climate Centre (UNEP CCC)



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

Cet atelier est financé par :



UN
environment
programme

copenhagen
climate centre

supported by



UN
environment
programme



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

CLIMATE
PROMISE

Supported by:

Federal Ministry
for Economic Affairs
and Climate Action

on the basis of a decision
by the German Bundestag



From
the People of Japan

Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development

Sverige

Co-funded by
the European Union

UK Government



Belgium
partner in development



Government of Iceland



+ UNDP's
Core Donors



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

Supported by:



Federal Foreign Office



INTERNATIONAL
CLIMATE
INITIATIVE

on the basis of a decision
by the German Bundestag

Avec des contributions techniques



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*



United Nations
Framework Convention on
Climate Change



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

Table des matières

Table des matières	3
Note Editoriale.....	4
Liste des abréviations.....	5
1. CONTEXTE GÉNÉRAL.....	6
Contexte.....	6
Objectif	7
2. PRINCIPAUX THEMES ET ENJEUX ABORDÉS	8
La première partie : Suivi des CDN pour l'atténuation	8
Session questions & réponses	10
Deuxième Partie : Les moyens de mise en œuvre et le rapportage sur l'adaptation	12
Session questions & réponses	14
Dernière session : Besoins en données et commentaire	15
3. ENSEIGNEMENTS PRINCIPAUX.....	16
4. PROCHAINES ÉTAPES.....	17
ANNEXE 1. Agenda	18
ANNEXE 2. LISTE DES PARTICIPANTS	24
ANNEXE 3. ENQUÊTE DE SATISFACTION	26
ANNEXE 4. PRÉSENTATIONS	29



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

Note Editoriale

Auteurs:

Keltoum Ait Belhaj

Zeynep Bakir

Julie Teng

Moussa Diop

Alida Toé

Avec les contributions de :

Ghislaine Tandonnet-Guiran

Gopla Joshi

Ruben van der Laan

Crédit photographique :

REMA, UNDP et PATPA



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

Liste des abréviations

L'AP	L'Accord de Paris
AdCom	Les communications sur l'adaptation
BRT	Biennial Transparency Report
BUR	Biennial Update Report
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CDN	Contributions déterminées au niveau national
CN	Communication nationale
CBIT GSP	Capacity-building Initiative for Transparency - Global Support Programme
CTF	Common Tabular Format
CRT	Common Reporting Table
ETF	Enhanced Transparency Framework
GES	Gaz à effet de serre
GEF	Global Environment Facility
GGA	Global Goal on Adaptation
MPG	Modalities, procedures and guidelines
MRV	Measurement, reporting and verification
PATPA	Partnership on Transparency in the Paris Agreement
PEID	Petits États insulaires en développement
PMA	Pays les moins avancés
PNA	Plan National d'Adaptation
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
RB	Rapports biennaux
RBA	Rapports biennaux actualisés
RBT	Rapport biannuel de transparence
SER	Suivi, l'évaluation et le reporting
SMART	Specific, Measurable, Achievable, Reasonable, Time-bound
TACCC	Transparency, Accuracy, Completeness, Comparability and Consistency
UNEP CCC	UNEP Copenhagen Climate Centre
WAM	With additional measure
WEM	With existing measure
WM	With measure



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

1. CONTEXTE GÉNÉRAL

Contexte

L'Accord de Paris (l'AP) exige que toutes les parties fassent un rapport régulier (tous les deux ans, les pays les moins avancés (PMA) et les Petits États insulaires en développement (PEID) ayant une marge de manœuvre) sur leurs émissions et sur leurs efforts de mise en œuvre. Le Rapport bisannuel de Transparence (RBT), en anglais le Biennial Transparency Report (BTR) est le moyen pour les parties de rendre compte de la compilation des contributions déterminées au niveau national (CDN). Au niveau national, le suivi des progrès de la mise en œuvre de la CDN peut aider les gouvernements à mieux comprendre si et dans quelle mesure des efforts sont nécessaires pour atteindre la CDN.

Depuis 1994, les pays préparent des communications nationales et, plus tard, des rapports biennaux (BR) et des rapports biennaux actualisés (RBA) ou « Biennial Update Report » (BUR) en anglais. Bien que ces rapports soient généralement axés sur l'atténuation du changement climatique, les pays ont également fait état de leur vulnérabilité aux effets du changement climatique et de leurs efforts d'adaptation à ces effets dans leurs communications nationales (les informations relatives aux effets, à la vulnérabilité et à l'adaptation ne sont pas incluses dans les rapports biennaux et les rapports d'actualisation biennaux).

Toutefois, compte tenu des effets de plus en plus désastreux du changement climatique, la nécessité de fournir à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) des informations plus régulières et plus approfondies sur les besoins, les priorités, les plans et les actions en matière d'adaptation s'est considérablement accrue depuis l'élaboration des premières communications nationales en 1994. Par conséquent, dans le cadre de l'Accord de Paris, en plus de la communication nationale (CN) et des plans nationaux d'adaptation, les pays ont désormais la possibilité de rendre compte de l'adaptation par le biais de deux nouveaux instruments : les communications sur l'adaptation (AdCom) et les RBT. Le RBT est un nouvel instrument de communication qui à partir de 2024 remplacera les BR et BUR. Comme les BR et les BUR, les RBT doivent être soumis à tous les deux ans. Toutefois, contrairement aux BR et BUR, le RBT peut également être utilisé pour rendre compte de l'adaptation ou soumettre leur A-BTR en tant qu'AdCom. La présentation des rapports sur l'adaptation dans le RBT est facultative, mais toutes les parties sont encouragées à le faire, en particulier les pays en développement.

En fonction de ces exigences et des demandes reçues des pays du réseau francophone, cet atelier se concentrera sur deux sujets importants « suivi des CDN pour l'atténuation, l'adaptation et les moyens de mise en œuvre, ainsi que le rapporteur sur l'adaptation ».



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

Objectif

L'objectif principal de cet atelier est de familiariser les participants avec les dispositions relatives au suivi des progrès et de la mise en œuvre des CDN ainsi qu'à l'établissement des rapports sur les impacts du changement climatique et de l'adaptation (en vertu de l'Accord de Paris et de la Convention). Il s'agira également de voir comment ces informations sont liées aux efforts récents et en cours dans les pays.

L'atelier sera l'occasion de partager les bonnes pratiques et les enseignements tirés, de faciliter la mise en réseau et de partager les expériences pertinentes entre les experts nationaux de la région.

L'objectif final de l'atelier est de préparer les pays à la soumission de leur premier RBT en 2024 en suivant les progrès de la CDN et en rendant compte de l'adaptation.

L'atelier composé de deux parties : (1) Suivi des CDN pour l'atténuation, et (2) Les moyens de mise en œuvre et le rapportage sur l'adaptation.





Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

2. PRINCIPAUX THEMES ET ENJEUX ABORDÉS

La première partie : Suivi des CDN pour l'atténuation

Étendue sur deux jours, cette partie a été consacrée au suivi des CDN. Elle a permis de fournir une vue d'ensemble sur les exigences du cadre de transparence renforcé (ETF pour son acronyme en anglais), ainsi qu'une formation pratique avec de nombreux exercices pratiques sur toutes les thématiques liées au suivi des progrès et à la réalisation des CDN, notamment, la création des indicateurs, le suivi et l'évaluation de l'atténuation, ainsi que les projections via les différents scénarios.

Avec un focus sur le rapportage (reporting en anglais) électronique du BTR et les 12 tables de formats tabulaires communs (CTF tables), cette partie s'est terminée par une session de trois heures sur les outils de reporting de l'ETF de la CCNUCC. Lors de cette session, les participants ont eu l'occasion de se connecter, manipuler et renseigner en ligne la plateforme de la CCNUCC relative aux outils de reporting de l'ETF.

Les sessions entamées lors de cette partie sont regroupées selon les thématiques suivantes :

- **Exigences de l'ETF/MPG et aperçu du BTR**

Le premier thème de cet atelier a été une vue d'ensemble du cadre de transparence renforcé tel que stipulé par l'Article 6 de l'Accord de Paris, ainsi que la transition entre les arrangements de mesurage, rapportage et vérification (Measurement, Reporting and Verification – MRV pour son acronyme en anglais) sous la Convention et l'ETF sous l'AP. L'importance de la transparence et du reporting pour le Bilan mondial (Global Stock) a également été mentionnée. Les différentes exigences de l'ETF ainsi que les modalités, procédures et lignes directrices (MPG pour son acronyme en anglais) ont été soulignées, avec des domaines obligatoires et volontaires, ainsi que les facilités offertes aux pays en développement qui en ont besoin.

De plus, au cours de cette session, l'aperçu et la présentation du rapport BTR avec tous ses chapitres, sections, parties obligatoires et volontaires ont été exposés. Il a également été question des chapitres pouvant être soumis séparément du BTR ou inclus, ainsi que du reporting électronique via les tableaux de rapport communs (CRT pour son acronyme en anglais) pour l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre (GES) et CTF pour le suivi des CDN, le soutien requis et reçu, et pour l'adaptation.

- **Définition et développement des indicateurs de la CDN :**

Lors de cette session, la méthode SMART (Specific Measurable Achievable Reasonable Time-bound qui se traduit par spécifique, mesurable, atteignable, réaliste et temporel) a été présentée pour définir des objectifs qualitatifs et quantitatifs (liés ou non aux GES, ainsi que pour l'adaptation). Elle



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

a également couvert la manière d'identifier et de compiler les indicateurs nécessaires, en utilisant la méthodologie appropriée.

- **Évaluation de l'atténuation et éléments de suivi de l'atténuation :**

Cette session a abordé l'identification des mesures, politiques, actions et plans d'atténuation, ainsi que les instruments supplémentaires pour la mise en œuvre de l'atténuation. Elle a également traité de la sélection et de la couverture des initiatives d'atténuation pour l'évaluation et le reporting, de la collecte de données, des hypothèses, des bases de référence et des scénarios, du potentiel d'atténuation, des méthodologies, des modèles et des outils pour les évaluations d'atténuation, des scénarios et des paramètres de référence, et de l'estimation des émissions de GES.

- **Le reporting électronique du suivi des progrès et de la réalisation de la CDN :**

En plus du rapport narratif sur la CDN, les pays devront fournir un rapportage électronique sur le suivi des progrès et la réalisation de la CDN. Le fichier est sous format Excel et compte 12 cellules. Une présentation détaillée des exigences de rapportage et modalités, procédures et lignes directrices de rapportage, est faite à l'endroit des participants suivi d'exercice pratique. L'exercice consistait à restituer les tableaux CTF pré-remplis par les pays avant leur arrivée à l'atelier.

Présentation et exercices pratiques de renseignement des formats Tabulaires Communs relatifs au reporting du suivi des progrès et de la réalisation de la CDN :

- Définition, méthodologies et approches comptables des CDN (Annexe, Tableaux 1, 2, 3)
- État actuel des mesures d'atténuation et suivi des progrès : Tableau 4 : Suivi des progrès, Tableau 5 : Politiques, mesures, actions et plans d'atténuation
- Tableaux 6 à 9 : Émissions et absorptions de GES avec les scénarios WM (avec des mesures), WEM (avec des mesures existentes) et WAM (avec des mesures additionnelles). Introduction et explication des tableaux.
- Tableaux 10 à 11 : Hypothèses et paramètres utilisés pour les projections.

- **Outils de reporting de l'ETF de la CCNUCC :**

Cette session assurée par le Secrétariat de la CCNUCC a été dédiée à la plateforme « ETF Reporting Tools » développée par la CCNUCC pour assurer le reporting électronique relatif au BTR. Une présentation des outils de reporting de l'ETF en général couvrant tous les domaines, inventaires, suivi de la CDN, approches coopératives, et suivi du soutien reçu et requis, ainsi qu'une démonstration en direct avec un focus sur le volet du suivi des progrès des CDN a eu lieu avant de passer à l'étape de la mise en place des comptes de tous les participants et les exercices pratiques sur les outils de reporting de l'ETF.



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

Session questions & réponses

Après la présentation, plusieurs questions et préoccupations ont été soulevées par les participants, notamment :

Certains pays ne sont pas au courant des statuts de l'état de leur pays et des procédures à suivre.

- **Le principe de la souveraineté du pays** : Est-ce que le choix des pays pour les mesures sera examiné ?
 - Réponse : Il a été expliqué que suite au principe de l'ETF, la souveraineté de l'Etat doit être respectée et qu'on n'a pas le droit de commenter le choix des politiques et mesures mais sur les principes TACCC (transparency, accuracy, completeness, comparability and consistency) notamment, l'exactitude, la cohérence et la fiabilité des données.
- **Les mesures d'atténuation** : Quelles actions doivent être prises en compte lors du rapportage ?
 - Réponse : Il a été expliqué qu'il faut se concentrer sur les actions déjà décrites dans la CDN. Dans le cas des CDN qui ne contiennent pas la liste des actions, le pays a le droit de rapporter les actions d'atténuation mises en place au niveau national, mais il est préférable de se focaliser sur celles avec le plus grand effort d'atténuation en place.
- **Période de rapportage** : Est ce que les pays peuvent comptabiliser les projets d'atténuation dans leur CDN mis en œuvre même avant la date de la soumission de la CDN ?
 - Réponse : Le pays a le droit de rapporter l'effort d'atténuation des projets mis en place à partir de l'année de référence et non l'année de la soumission de la CDN, car l'effort réalisé ne doit pas être perdu mais comptabilisé dans sa CDN.
- **Le rapportage dans le BTR** : les pays ne disposent pas des données mises à jour pour la modernisation année 2023.
 - Réponse : Le rapport du RTB concerne les deux à trois années précédant l'année de la soumission du rapport ceci veut dire à partir de l'année 2021.
-
- **Types d'actions d'atténuation** : Une question a été soulevée concernant la nature et les types d'actions pouvant être considérées comme effort d'atténuation, notamment les politiques, lois, projets d'infrastructure, programmes, règlements, arrangements institutionnels, etc.
 - Réponse : Toutes les mesures entreprises par le pays en vue de réduire les émissions de GES doivent être incluses y compris les politiques, lois, projets d'infrastructure, programmes, règlements, arrangements institutionnels, etc.
- **Rapport des mesures d'atténuation** : Est-ce que le pays doit rapporter ses efforts pour toute sa CDN, y compris les mesures inconditionnelles et conditionnelles ?
 - Réponse : Seulement les mesures inconditionnelles sont à rapporter. Pour les actions conditionnelles, elles doivent être rapportées en un seul cas, si l'appui financier externe (international) a pu être obtenu.



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

- **CDN qualitative** : La plupart des pays n'ont pas de CDN quantitatif avec les objectifs sectoriels et la liste des actions et mesures bien définies.
 - Réponse : Il est préférable, de se rattraper lors de la révision en cours de la CDN, et de tracer des objectifs et des cibles SMART dès le début pour faciliter le suivi ultérieur.
- **Suivi de politique** : Comment suivre un programme ou une politique sectorielle ?
 - Réponse : Un programme peut englober plusieurs projets à la fois, et ce n'est pas au ministère de l'environnement de fournir cette donnée. Les politiques sont normalement déjà suivies par les ministères de tutelles.
- **Manque de données au Ministère de l'Environnement** : comment peut-on renseigner l'état d'avancement et progrès des projets sectoriels ?
 - Réponse : Ce n'est pas au Ministère de l'Environnement de calculer ces données. Le ministère de tutelle, considéré comme un coordonnateur sectoriel, doit assurer le suivi, la compilation et le renseignement des données relatives à ces actions. D'où la nécessité de la coordination sectorielle et la mise en place des arrangements institutionnels qui sont primordiaux pour assurer l'appropriation par les parties prenantes, ce qui permet une collecte de données fluide et rapide.
- **BUR vis-à-vis du BTR** : Certains qui n'ont pas encore soumis un seul BUR mais veulent commencer à travailler sur le BTR et revenir l'année prochaine au BUR.
 - Réponse : il a été souligné que pour tous les pays en développement y compris les PMA et PIED, il est exigé d'avoir soumis au moins un seul BUR avant décembre 2024, certes pour les PMA et les PIED ce délai n'est exigé que pour le premier BTR car ils profitent d'une marge de manœuvre. A cet effet, il a été souligné par le représentant du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) Nairobi, qu'il est impossible de décrocher le financement du BTR auprès du GEF sans la soumission d'au moins d'un seul BUR à la CCNUCC.
- **Qualité du BTR et délai** : Est-ce qu'on peut dépasser décembre 2024 en vue de livrer un rapport BTR de bonne qualité ?
 - Réponse : il est plus important de soumettre à temps (décembre 2024) que d'attendre de soumettre un rapport de meilleure qualité, vis-à-vis des bailleurs de fonds. Les pays en développement peuvent profiter des flexibilités offertes et déposer dans un esprit d'amélioration au fil du temps.
- **Importance du reporting de l'adaptation** : L'importance de la représentation dans les efforts d'adaptation a été soulignée, même s'il ne s'agit pas d'un domaine obligatoire pour le reporting dans le cadre de l'ETF.
 - Réponse : il a été souligné qu'étant donné le temps limité qui reste, il vaudra mieux se concentrer sur les domaines mandataires (Inventaire et suivi de la CDN) et l'adaptation peut être soumise juste après comme AdCom.

Outils de reporting de l'ETF de la CCNUCC

- **Accès à la Plateforme** : Comment peut-on accéder à la plateforme des outils ?
 - Réponse : Un mail a été déjà envoyé aux points focaux de la CCNUCC pour désigner trois utilisateurs de la Plateforme en accompagnant la dernière version.
- **Traduction des outils** : L'outil sera-t-il traduit en français ?



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

- **Réponse :** L'outil de reporting de la CCNUCC sera opérationnel à partir du 31 juin 2024. La Plateforme dans un premier temps, ne sera disponible qu'en anglais, mais, d'ici la fin de l'année, il sera étendu à d'autres langues des Nations unies, y compris le français.
- **Utilisateurs de la Plateforme :** Combien d'utilisateurs un pays peut-il avoir ?
 - **Réponse :** Il est très important que les trois personnes désignées par chaque pays commencent à se familiariser avec les outils de reporting de l'ETF, même avec la version test disponible. Lorsque la version finale sera disponible, les pays pourront désigner autant d'utilisateurs que nécessaire.



Deuxième Partie : Les moyens de mise en œuvre et le rapportage sur l'adaptation

La deuxième partie étalée aussi sur deux jours, a été consacrée à l'adaptation, surtout le reporting de l'adaptation, donc on avait l'occasion de voir les différentes exigences et bien évidemment des exercices pratiques sur :

- La manière de remplir les différentes sections du Chapitre relatif à l'adaptation dans le BTR (de la section A jusqu'au I),
- Le Suivi et l'Evaluation de l'Adaptation dans le cadre du Plan National d'Adaptation (PNA),
- et le partage d'expériences en matière des processus d'adaptation et de préparation des rapports par la côte d'Ivoire, ainsi que le système de suivi-évaluation du PNA par le pays hôte.

Les sessions entamées lors de cette partie sont rassemblées selon les thématiques suivantes :

- **Introduction des rapports sur l'adaptation :**

Cette session a introduit les rapports sur l'adaptation de la CCNUCC et la cohérence des informations nécessaires pour les rapports de transparence. Elle a abordé le déploiement des politiques et mesures d'adaptation, les différents instruments de communication, ainsi que les défis spécifiques du reporting sur l'adaptation. Le MRV a également été discuté, soulignant le besoin d'indicateurs



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

communs pour atteindre l'objectif mondial d'adaptation (GGA pour son acronyme en anglais). La session s'est conclue par une réflexion sur l'objectif des rapports sur l'adaptation : pourquoi et comment les pays devraient-ils rapporter ces informations de manière efficace et pertinente.

- **Reporting de l'adaptation dans le BTR :**

Aperçu du contenu des sections (A, B & C, D, E, F, G, H & I) des MPG pour la composante adaptation du BTR et conseils sur la manière de rendre compte des domaines suivants :

- Circonstances nationales
- Cadres juridiques et dispositions institutionnelles
- Impacts, risques et vulnérabilités le cas échéant
- Priorités et obstacles en matière d'adaptation
- Stratégies, politiques et plans d'adaptation
- Mesures d'adaptation (y compris les stratégies, politiques, plans, objectifs et mesures visant à intégrer l'adaptation dans les politiques et stratégies nationales)
- Progrès de la mise en œuvre et des résultats de l'adaptation.
- Systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage des mesures et processus d'adaptation
- La manière dont les meilleures données scientifiques disponibles, les perspectives de genre et les connaissances indigènes, traditionnelles et locales sont intégrées dans l'adaptation
- Informations relatives à la prévention, la minimisation et la prise en charge des pertes et dommages liés aux effets du changement climatique.
- Coopération en matière d'adaptation
- Bonnes pratiques, expériences et enseignements tirés.
- Toute autre information liée aux impacts du changement climatique et à l'adaptation en vertu de l'article 7 de l'AP

Lors de ces sessions, une mise en évidence des exemples tirés des NC, PNA et CDN a été aussi prise en considération tout en présentant les dispositions relatives à l'établissement de rapports dans le cadre des MPG de l'ETF.

Des sessions pratiques pour identifier les sources d'information existantes pour les différentes parties du Rapport sur l'Adaptation ont également été menées après chaque session.

- **Suivi et évaluation de l'adaptation dans le cadre du PNA :**

La première partie a abordé les éclairages complémentaires sur les indicateurs et les indices de vulnérabilité à l'échelle nationale, sectorielle et des projets. La deuxième partie a présenté des exemples de registres d'indicateurs, notamment le Set d'Indicateurs Communs sur le Changement Climatique (UN STATS). La troisième partie a examiné des exemples de plateformes d'information, telles que le GUATEMALA_SNICC : Sistema Nacional de Información sobre cambio climático (système national d'information sur le changement climatique) et la plateforme MRV adaptation de la Côte d'Ivoire.



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

- **Meilleurs exemples dans le rapportage sur l'adaptation des pays en développement :**

Au cours de cette session, des expériences ont été partagées sur le système de suivi-évaluation du PNA du Rwanda, mettant en lumière ses pratiques et approches.

De plus, la Côte d'Ivoire a présenté son expérience en matière de signalement de l'adaptation, avec une démonstration du processus national d'adaptation, les pratiques de signalement, et les approches spécifiques utilisées pour obtenir des avantages, ainsi que la mise en œuvre de sa Plateforme Nationale de l'Adaptation.

Session questions & réponses

- **Indicateurs SMART** : Comment on peut préparer les indicateurs SMART pour l'adaptation ?
 - Réponse : Il faut préparer une liste d'actions prioritaires. C'est une première étape. Elles doivent s'inscrire dans un cadre général de contexte ou de plan national/stratégique. En termes de rapporteur, ceci peut être fait dans le cadre de la CDN, du BTR ou de la communication d'adaptation séparée. C'est un processus qui doit être décidé par chaque pays.
- **Reporting sur l'adaptation** : Comment on peut rapporter sur l'adaptation ?
 - Réponse : il n'y a pas d'obligation, mais depuis des années on a différentes exigences qui disent que ça peut être dans une partie de la CDN ou de la NatCom (Communication Nationale) - ce sont les pays qui vont décider. Les informations nécessaires au BTR-adaptation sont souvent pour la plupart incluses dans les CDN, les PNA ou les NC.
- **Définition des indicateurs** : Comment définir ces indicateurs en matière de rapportage d'adaptation quand on a seulement des objectifs qualitatifs ?
 - Réponse : Dans votre premier BTR, vous n'aurez pas d'objectifs quantitatifs si vous n'avez pas encore de projets. Mais dans votre prochain BTR, vous pourrez en avoir si vous avez réalisé des projets pendant cette période. Les objectifs quantitatifs liés à la mise en œuvre doivent être définis au préalable et faire partie d'un système de suivi-évaluation de l'adaptation qui requiert un travail de fond et d'alignement avec les systèmes existants (tels que le S-E des ODD).
- **Question à la Côte d'Ivoire** : Au regard du grand nombre de ces indicateurs, quels sont les défis de suivi pour la mise en œuvre de votre programme ?
 - Réponse : les indicateurs sont alignés sur le cadre de transparence. Les indicateurs ont été définis en suivant les lignes directrices. Il y a 360 indicateurs SMART jugés nécessaires après analyse. Les indicateurs ont été fixés par les structures des différents secteurs. Les fournisseurs des données sont connus.
- **Outils de mesure de l'impact** : y-a-t-il des outils pour mesurer l'impact des actions en matière d'adaptation ?
 - Réponse : Il n'y a pas d'indicateur pour mesurer cela. C'est plutôt une approche, un processus qu'il faut définir. C'est l'ensemble qui permet de mesurer. Il y a par exemple des indicateurs de résilience. Il y a différentes expérimentations faites par des pays.



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

Dernière session : Besoins en données et commentaire

Les quatre jours ont été clôturés par une dernière session sur les méthodes de comblement des données manquantes pour les séries chronologiques, tant pour l'atténuation que pour l'adaptation. Cette session a abordé les types de données, l'importance de leur qualité et fiabilité, l'identification des sources de données, ainsi que les techniques recommandées par les lignes directrices du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de 2006 pour surmonter l'indisponibilité de données dans une série temporelle.

Notamment, des techniques telles que l'épissage, incluant la superposition, la substitution, l'interpolation et l'extrapolation, ont été présentées. Une discussion a été menée sur les lacunes de données rencontrées par les pays, leurs natures, les raisons sous-jacentes, ainsi que les solutions proposées.





Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

3. ENSEIGNEMENTS PRINCIPAUX

- Étant donné le temps requis pour soumettre le premier BTR, il est très important de se concentrer sur l'inventaire des GES et le suivi des progrès et de la réalisation de la CDN, car ce sont des domaines obligatoires.
- L'adaptation peut dans un premier temps être rapportée sur la base des informations existantes dans la CDN, les NC ou le NAP, ou la Communication Nationale d'Adaptation. Mais cette partie n'est pas obligatoire.
- L'outil de reporting de la CCNUCC sera opérationnel à partir du 31 juin 2024. Il est obligatoire et, initialement, ne sera disponible qu'en anglais, mais inclura plus tard d'autres langues des Nations Unies.
- Il est très important que les trois personnes désignées de chaque pays commencent à se familiariser avec les outils de reporting de l'ETF, même avec la version test disponible. Une fois la version finale disponible, les pays pourront nommer autant d'utilisateurs que nécessaire.
- Intérêt pour les flexibilités pour les pays dans le besoin : Les participants ont exprimé un vif intérêt pour en savoir plus sur les flexibilités potentielles disponibles pour les pays en fonction de leurs capacités.
- Préoccupations concernant le temps de soumission insuffisant : Certains participants ont exprimé des préoccupations quant au fait que le temps restant était insuffisant pour des soumissions en temps opportun, en particulier concernant le reporting électronique puisque les outils de reporting de l'ETF ne sont pas encore prêts à être utilisés.
- Défis liés à l'accès aux données et à l'engagement : Les pays ont souligné les difficultés liées à l'accès aux données et à l'engagement des partenaires. Le manque d'expertise nationale a également été mentionné comme un défi significatif.
- Rapportage sur l'adaptation : L'importance de la représentation dans les efforts d'adaptation a été soulignée, même si ce n'est pas un domaine obligatoire dans le cadre du rapport de l'ETF.
- Intérêt pour les expériences partagées : Les participants ont montré un grand intérêt pour les expériences partagées par d'autres pays. De nombreuses questions ont été posées concernant les PNA et la Plateforme d'adaptation.



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

4. PROCHAINES ÉTAPES

- Il a été annoncé qu'une série de webinaires sera organisée pour les pays sur la mise en œuvre de l'ETF.
- Tous les experts sont prêts à répondre à toutes vos questions après la formation, c'est pourquoi les contacts ont été partagés.
- Tous les documents de l'atelier (présentations) ont été partagés avec les participants via la Plateforme de Transparence Climatique.





Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

ANNEXE 1. Agenda

Agenda- Jour 1 (25 juin 2024)

(CET)	Contenu
08:30 – 09:30	Enregistrement
09:30 – 10:00	<p>Ouverture et mots de bienvenue par le pays hôte</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Ms. Fatmata Lovetta Sesay, Resident Representative, UNDP</i> • <i>Mr. Fernando Farias, Senior Transparency Advisor, UNEP-CCC</i> • <i>Mr. Philippe Taflinski, Head of Cooperation, German Embassy</i> • <i>Mr. Bert Versmessen, Ambassador of the Kingdom of Belgium to Rwanda</i> • <i>Mrs. Juliet Kabera, Director General of Rwanda Environment Management Authority</i> <p>Photo de groupe et Rejoindre la salle</p>
10:15 – 10:30	<p>Aperçu de l'atelier: objectifs et agenda</p> <p>Energizer pour briser la glace et apprendre à connaître le réseau</p> <p>Création du tableau des pays (status CDN et BTR / apprentissages sur suivi des CDN et tableaux CTF / volet adaptation)</p>
10:30 – 11:00	Pause café
11:00 – 12:00	<p>Le rapport BTR : quelles sont les nouvelles obligations des parties à l'Accord de Paris ?</p> <p>Présentation des différents chapitres et du travail</p> <p>Définitions des indicateurs SMART et cas cliniques</p>
12:00 – 12:45	<p>Lecture en groupe : Évaluation de l'atténuation et éléments de suivi de l'atténuation</p> <p>Questions et réponses et partage d'opinions</p>



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

12:45– 14:15	Pause Déjeuner Distribution des DSA en espèce
14:15 – 14.30	Energizer
14:30 – 15:30	Présentation des tables CTF 1 à 4
15:30 – 16:00	Pause Café
16:00 – 16:20	Introduction et explication de la table 5 du CTF :
16:20- 17:30	Exercice en groupe : Description et définitions pour comprendre la CDN Remplir les tableaux 1 à 5 du FTP (par pays)
17:30– 17:45	Récapitulatif et apprentissages clés de la journée 1

Agenda-Jour 2 (26 juin)

(CET)	mi n	Contenu
09:00 – 09:30	30	Résumé jour 1 et Objectifs et programme jour 2 Leçons apprises à noter sur le grand tableau
09:30 – 10:15	45	Introduction et explication des tableaux 6 à 11 du CTF Questions et réponses et partage d'opinions
10:15 – 11:00	50	Exercice pratique : Remplir les tableaux de 6 à 11
11.00 – 11:30	30	Pause café
11:30 – 13.00	30	Présentation/retour des tables sur le remplissage des tableaux et échanges d'expériences
13:00 – 14:00	60	Pause déjeuner



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

14.00 - 14.15	15	Energizer
14.15 – 15:45	90	Présentation des outils de reporting de L'ETF pour le suivi des progrès des NDC et live démo Exercices pratiques sur les Outils de Reporting de l'ETF
15:45 – 16:15	30	Pause café
16:15 – 17:15	60	Exercices pratiques sur les Outils de Reporting de l'ETF
17:15 – 17:30	15	Récapitulatif et conclusion sur la partie sur les outils de suivi des CDN Apprentissages clés de la journée 2

Agenda- Jour 3 (27 juin)

(CET)	min	Contenu
09:00 – 09:15	15	Résumé jour 2 Objectifs et programme jour 3
09:15 – 09:45	30	Situer les participants sur l'adaptation Par un exercice physique dans la salle avec questions Julie
09:45 – 10:30	45	Introduction des rapports sur l'adaptation de la CCNUCC et cohérence des informations pour l'adaptation et les rapports de transparence - Ghislaine Discussion de groupe: Elargir l'objectif des rapports sur l'adaptation: pourquoi et comment les pays devraient-ils rapporter? Questions - réponses
10:30 – 11:00	30	Pause café
11:00 – 12:00	60	Meilleurs exemples dans le rapportage sur l'adaptation des pays en développement : partage d'expérience de la Côte d'Ivoire Démonstration du processus d'adaptation national, des pratiques en matière d'établissement de rapports et des approches spécifiques permettant d'obtenir des avantages.



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

12:00 – 13:15	75	<p>Aperçu du contenu des trois premières sections (A, B & C & D) des MPG pour la composante adaptation du rapport biennal sur la transparence (BTR) et conseils sur la manière de rendre compte des domaines suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Circonstances nationales, • Cadres juridiques et dispositions institutionnelles • Impacts, risques et vulnérabilités, le cas échéant • Priorités et obstacles en matière d'adaptation • Stratégies, politiques, plans d'adaptation • Mesures d'adaptation (y compris les stratégies, politiques, plans, objectifs et mesures visant à intégrer l'adaptation dans les politiques et stratégies nationales) <p><i>(Mettre en évidence des exemples tirés des CNs, PNAs et CDNs; présenter les dispositions relatives à l'établissement de rapports dans le cadre des MPG de l'ETF.)</i></p>
13:15 – 14:15	60	Pause déjeuner
14:15 – 14:30	30	<p>Exercise de réseautage - sur le tableau Pensez-vous faire un chapitre BTR sur l'adapation? Que voulez-vous inclure? De quels supports à court terme auriez-vous besoin?</p> <p>Demandez aux pays avancés de s'installer à une table. Les autres peuvent rejoindre (pour avoir un maximum de deux pays par table).</p>
14:30 – 15:45	75	<p>Présentation sur le Suivi et l'Evaluation de l'Adaptation dans le cadre du PNA (Julie)</p> <p>Expérience pays: le système de suivi-évaluation du PNA du Rwanda Présentation d'un pays -15 mins Session Questions-Réponses, et discussions</p>
15:45 – 16:05	20	Pause café



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

16:05 – 17.00	55	<p>Session Pratique sur la saisie des Feuilles de Travail pour le Rapport sur l'Adaptation pour les sections A, B & C & D</p> <ul style="list-style-type: none"> • Circonstances Nationales • Cadres juridiques et dispositions institutionnelles • Impacts, risques et vulnérabilités, le cas échéant • Priorités et obstacles en matière d'adaptation • Stratégies, politiques, plans d'adaptation. • Mesures d'adaptation (y compris les stratégies, politiques, plans, objectifs et mesures visant à intégrer l'adaptation dans les politiques et stratégies nationales) <p>Retour et commentaires des participants sur les défis liés aux fiches de travail (15 dernières minutes)</p>
----------------------	-----------	--

Agenda- Jour 4 (28 juin)

(CET)	min	Contenu
09:00 – 09:15	15	<p>Résumé jour 3</p> <p>Objectifs et programme jour 4</p>
09:15 – 09:45	30	<p>Aperçu de la manière de rendre compte des mesures d'adaptation – traitée dans les sections (E,F, G, H, I) de la composante adaptation du BTR, et orientations sur la manière de rendre compte des domaines suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Progrès de la mise en œuvre et des résultats de l'adaptation • Systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage des mesures et processus d'adaptation • La manière dont les meilleures données scientifiques disponibles, les perspectives de genre et les connaissances indigènes, traditionnelles et locales sont intégrées dans l'adaptation. • Informations relatives à la prévention, la minimisation et la prise en charge des pertes et dommages liés aux effets du changement climatique • Coopération en matière d'adaptation • Bonnes pratiques, expériences et enseignements tirés • Toute autre information liée aux impacts du changement climatique et à l'adaptation en vertu de l'Article 7 de l'Accord de Paris <p><i>(Mettre en évidence des exemples tirés des CNS, PNAs et CDNs; présenter les dispositions relatives à l'établissement de rapports dans le cadre des MPG de l'ETF.)</i></p>
10.00 - 11.00	1h	Session Pratique sur la Saisie des Feuilles de Travail pour les



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

sections E&F		
11:00 – 11:30	30	Pause café
11:30 – 12:30	60	Présentation de la plate-forme par la Côte D'Ivoire Discussion sur le thème : <i>Quels sont les défis communs auxquels les pays sont confrontés dans le Suivi et l'Evaluation du processus d'adaptation, et quelles sont les solutions possibles pour surmonter ces défis? Pourriez-vous faire part de ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas?</i>
12:30 – 13:00	30	Besoins en données et comment recueillir ou estimer les données manquantes Questions et réponses et partage d'opinions Évaluation
13:00 – 14:00	60	Récapitulatif et conclusion de l'atelier Apprentissages clés des participants <ul style="list-style-type: none">• Évaluation• Autres commentaires et feedback
14:00-15:00	60	Déjeuner



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

ANNEXE 2. LISTE DES PARTICIPANTS

	Prénom	Nom de famille	Pays
Mme	Benakpon Macandjou Sandra	Gonou	Bénin
M.	Wilfried	Biao Monagazi	Bénin
M.	Didier	Bako	Burkina Faso
M.	Arouna	Dolobzanga	Burkina Faso
M.	Astere	Bararwandika	Burundi
M.	Justin	Nahayo	Burundi
M.	Jules Maxime	Nguemadjji Moussa	Cameroun
M.	Aubin Charles	Nziaoue Zalo-Kette	République Centrafricaine
Mme	Alexandrine Francine	Mbari-Bondade Née Mbomi	République Centrafricaine
M.	Mohamed Moumuni	Fawaz	Comores
Mme	Abdou Salam	Rahimat	Comores
M.	Vivien Parfait	Moutou Salikouoni	République du Congo
M.	Rolland frédéric	Oluengue	République du Congo
M.	Mohamed	Sanogo	Côte d'Ivoire
Mme	Brah Maria Félicia Bérénice	Djiproh	Côte d'Ivoire
Mme	Koina	Mohamed Ali	Djibouti
M.	Mohamed	Gona Abdallah	Djibouti
M.	Janvier Kevin	Ndong Nzogho	Gabon
M.	Romuald	Kassa	Gabon
M.	Sidiki	Camara	Guinée
Mme	Fatoumata	Sangare	Guinée
Mme	Harisoa Rondro	Herinirina	Madagascar
M.	Jaona	Mandimby Andrianarisoa	Madagascar
M.	Bandiougou	Konare	Mali
M.	Maman	Zakara Oumarou	Mali
M.	Eric	Mudakikwa	Rwanda
M.	Herman	Hakuzimana	Rwanda
M.	Cyrier	Ndayisaba	Rwanda
M.	Thadee	Twagirimana	Rwanda
M.	Joseph	Ndakize	Rwanda
M.	Ibrahima	Niang	Sénégal
Mme	Fatma	Niang	Sénégal



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

M.	Will Michel	Agricole	Seychelles
M.	George	Uzice	Seychelles
M.	Ahmat Brahim	Ali	Tchad
Mme	Ousmal	Halime Mayangar	Tchad
M.	Komlan	Edou	Togo
M.	Bouraima	Ouro-Gouni	Togo

Co-organisateurs, soutien logistique et autres participants

M.	Jean-Paul	Affana	GIZ Rwanda
Mme	Nathalie	Neema	GIZ Rwanda
M.	Ruben	van der Laan	Facilitateur
M.	Moussa	Diop	PNUD
Mme	Zeynep	Bakir	PNUD
Mme	Julie	Teng	PNUD
Mme	Immaculé	Uwimana	PNUD
Mme	Ghislaine	Tandonnet-Guiran	CITEPA
Mme	Alida	Toé	PATPA GIZ
Mme	Keltoum	Ait Belhaj	CBIT-GSP
M.	Gopla	Joshi	CCNUCC
M.	Alphonse	Mutabazi	PNUE



Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

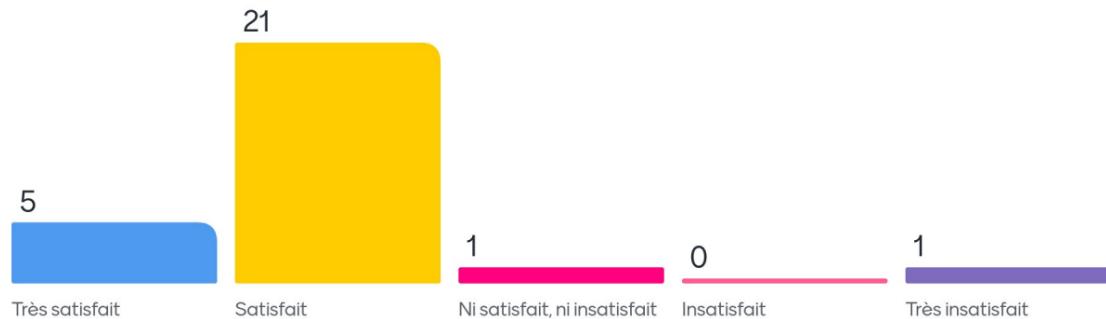


Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

ANNEXE 3. ENQUÊTE DE SATISFACTION

Participants :	Total : 53 participants (18 femmes, 35 hommes) dont 38 participants (29 hommes et 9 femmes) de 18 pays. Rapport hommes-femmes : 34,6 % (nombre de femmes/nombre total de participants)
Pays participants	Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, République Centrafricaine, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tchad et Togo,
Satisfaction	28 (100 %), 5 (18 %) Très satisfaits, 21 (75 %) Satisfait, 1 (3,6 %) Très insatisfait

À quel point êtes-vous satisfait de cet atelier ?





Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE

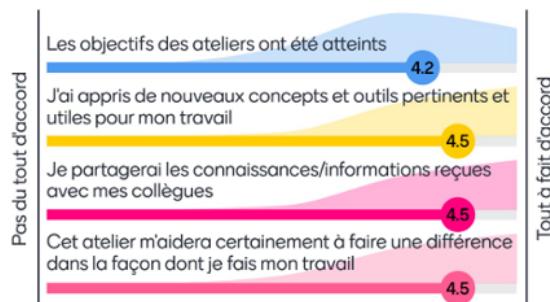


CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY

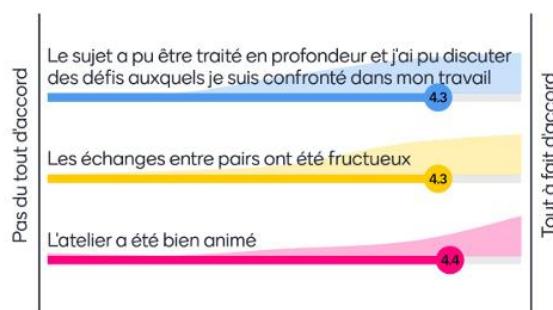


Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

Satisfaction générale



Groupes de travail



Installations et logistique





Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

Où devrait se tenir le prochain atelier ?

28 réponses





Republic
of Rwanda

CLIMATE
PROMISE



CBIT-GSP
CLIMATE TRANSPARENCY



Partenariat sur la Transparence
dans l'Accord de Paris

ANNEXE 4. PRÉSENTATIONS

Climate Transparency Platform

ATELIER TECHNIQUE DU RESEAU FRANCOPHONE SUR LA TRANSPARENCE CLIMATIQUE/ Suivi des CDN pour l'atténuation, l'adaptation & les moyens de mise en œuvre, ainsi que le rapportage sur l'adaptation | Climate Transparency Platform (climate-transparency-platform.org)

PATPA

Atelier régional du Cluster francophone sur la transparence climatique : Suivi des CDN pour l'atténuation, l'adaptation & les moyens de mise en œuvre, ainsi que le rapportage sur l'adaptation